



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

ACCES HAUT ET TRES HAUT DEBIT

PROCHAIN 7^{ème} CYCLE ANALYSE DES MARCHES

7 OCTOBRE 2022

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies

20 boulevard de Latour-Maubourg - 75007 PARIS Cedex - Tél. 01 40 62 16 40 - fnccr@fnccr.asso.fr - www.fnccr.asso.fr



La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) est une association de collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux en réseau :

- Energie : distribution publique d'électricité, de gaz, de chaleur, maîtrise de la demande d'énergie, énergies renouvelables, stations de charge de véhicules électriques et gaz
- Cycle de l'eau : distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées, assainissement non collectif, GEMAPI...
- Numérique : communications électroniques à haut et très haut débit, mutualisation informatique et e-administration, gestion publique des données d'intérêt général, cité intelligente et territoires connectés ;
- Déchets : gestion et valorisation des déchets (biométhane...) ;
- Eclairage public : éclairage public innovant et respectueux de l'environnement, certificats d'économie d'énergie, achat groupé d'électricité, ...

Créée en 1934, la FNCCR est une association réunissant élus et parlementaires attachés à l'organisation de services publics. Organisme représentatif et diversifié, elle regroupe à la fois des collectivités qui délèguent les services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, SEM, coopératives d'usagers, ...).

La FNCCR regroupe des collectivités locales impliquées dans le déploiement de réseaux d'initiative publique (RIP) visant à garantir un accès à très haut débit dans leur territoire. Elle œuvre pour la rationalisation des dépenses nécessaires au développement de ces réseaux, pour l'essentiel en fibre optique. Elle appuie la mutualisation des travaux de génie civil notamment en lien avec d'autres services publics locaux (eau, énergie, ...). Elle milite pour la mise en œuvre de systèmes de péréquation à l'échelon national, permettant d'accélérer l'arrivée du très haut débit.

La FNCCR est présente dans de nombreux organismes techniques nationaux à caractère décisionnel ou consultatif. La FNCCR assure une veille législative, juridique et techno-économique. **La FNCCR élabore et met à jour régulièrement des modèles de documents et de guides thématiques au service des collectivités.**

Plus d'informations, se référer au site : www.fnccr.asso.fr

SYNTHESE DE LA CONTRIBUTION DE LA FNCCR

La FNCCR remercie l'Autorité pour les processus de concertation et consultation publiques sur la question du raccordement final FTTH.

La Fédération n'a pas vocation à répondre in extenso à l'ensemble des questions de la présente consultation. Elle met en exergue dans sa contribution (de 7 pages) son point de vue et souligne des éléments qui pourraient mériter clarifications ou compléments.

Le traditionnel bilan et perspectives de l'analyse des marchés du haut et très haut débit, résidentiel et non-résidentiel, intervient en cette année 2022 en même temps que deux études et travaux majeurs pour la Fédération :

- La question de la grille tarifaire des RIP, fixée par les directives de 2015 ;
- La mise à jour de la convention « appuis communs » et la question plus générale de la place des ICE détenues par les collectivités territoriales.

La contribution de la FNCCR vise donc plus particulièrement ces deux thématiques.

RESEAUX FTTH : RESILIENCE & PERENNITE

Les réseaux fibrés se développent désormais dans un marché multi-opérateurs, lequel doit permettre l'accès à une offre de services diversifiée, compétitive, et de bonne qualité : la FNCCR agréée cette affirmation, en estimant toutefois que les moyens de financement de construction et d'exploitation sont au cœur des enjeux et se pose notamment en termes de viabilité économique des RIP 2G.

VIABILITE ECONOMIQUE DES RIP 2G

Augmentation des tarifs de gros

Pour des raisons de stratégie commerciale autant que d'injonctions politiques, les opérateurs commerciaux ont joué le jeu sur le marché de détail en maintenant des prix d'abonnements unifiés sur le territoire, malgré les écarts entre les grilles tarifaires de gros sous-jacentes, en particulier, entre les réseaux d'initiative privée (AMII) et les réseaux d'initiative publique (RIP).

L'idée d'une hausse des tarifs de gros et de détail est relancée notamment pour créer enfin l'espace économique suffisant à toute la filière de construction des réseaux FTTH, exsangue et menacée (cf. conclusions des Universités d'été du THD en 2022, organisées par InfraNum).

L'amélioration des marges doit s'accompagner d'un engagement des opérateurs à servir prioritairement leurs prestataires et sous-traitants.

Car cette manne est présentée comme le remède pour un retour au travail de qualité, raccordements y compris, mais aussi comme la source de financement des réinvestissements rendus indispensables, devant intervenir maintenant plus tôt que prévu (malfaçons et équipements endommagés), voire, ultérieurement dans le cadre des programmes à venir de résilience et de sécurisation (ex. enfouissement) des réseaux.

Etude économique à l'appui¹, la FNCCR est convaincue que l'offre de gros des RIP doit être réévaluée, peut-être de 3 à 4 points par rapport au tarif récurrent de référence fixé par les lignes directrices de 2015. Cette demande est formalisée par la motion votée lors de son 38^{ème} congrès qui s'est tenu à Rennes du 27 au 29 septembre dernier (cf. PJ).

Pour autant, l'impact politique d'une hausse des prix de détail dans le contexte de crise et d'inflation est plus délicat.

En outre, la FNCCR n'est pas convaincue qu'un « ruissellement » automatique au bénéfice de toute la filière s'opèrera naturellement.

Pour financer les travaux conséquents de réparation, d'extension, de sécurisation, de GER, etc., la FNCCR demande à l'ARCEP de fiabiliser les engagements des opérateurs co-financiers à réinvestir. Les exemples développés par ses adhérents (cf. contribution de la SPL NA THD à la présente consultation) démontrent que les contributions sont différées et parcellaires et en aucun cas à la hauteur des engagements initialement promis au lancement du PNTD.

Plus fondamentalement, et comme inscrite dans la motion précitée, la FNCCR considère qu'il y a urgence désormais à installer **un fonds de péréquation** (désigné commodément comme

¹ Les résultats préliminaires ont été présentés à l'Autorité le 21 septembre dernier.

le FANT) pour répondre aux besoins de financement de la vie des réseaux (extensions, GER, etc.). Les RIP les plus avancés aujourd'hui, dont le réseau de premier établissement est achevé, n'ont d'autres recours pour financer les extensions qui leur incombent de s'adresser à leurs collectivités adhérentes (mairies, communautés de communes) pour obtenir un cofinancement.

L'alimentation du fonds doit sans doute être encore à l'étude : prélèvement au niveau de la facturation du marché de gros, ou du marché de détail ? Lien avec l'ancien fonds du service universel ? Contributions financières des OTT en tant que principaux consommateurs du très haut débit ?

Obligations comptables applicables pour les réseaux de boucle locale optique mutualisée

A la lumière de l'étude sur la viabilité économique des RIP 2G, reposant sur la collecte de données technico-économiques les plus exhaustives et fines possibles, la FNCCR soutient la demande de l'Autorité quant à un niveau minimal de restitution attendu pour les transmissions de données comptables de la part des opérateurs de réseaux d'initiative publique. La finesse de la connaissance, telle que décrite dans le tableau des éléments budgétaires, est d'utilité pour toutes les parties.

INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL

Les conditions d'accès aux infrastructures physiques d'accueil et aux ressources qui leur sont associées doivent permettre d'accompagner les dernières étapes de déploiement de la fibre. La FNCCR confirme la nécessité de poursuivre les actions de régulation de l'accès à ces infrastructures souterraines et aériennes, détenues en grande partie par les collectivités territoriales.

INFRASTRUCTURES TIERS

Accès aux appuis aériens électriques

S'agissant de l'accès aux infrastructures d'accueil pour le déploiement de nouveaux réseaux, l'Autorité souhaite interroger les acteurs sur les conditions qu'ils rencontrent dans des zones géographiques où la présence d'infrastructures physiques mobilisables serait limitée à celles détenues ou exploitées par un seul acteur tiers, sans possibilités d'accès alternatifs.

Selon les données du principal distributeur électrique, ENEDIS, près de 4 millions d'appuis aériens électriques seront mobilisés à l'issue des déploiements et des raccordements. C'est donc que cette infrastructure, parfois la seule mobilisable dans les territoires ruraux, joue pleinement son rôle au bénéfice du déploiement des réseaux BLOM.

La FNCCR se félicite de ce succès.

La convention de référence de mars 2015 vise déjà la directive n° 2014/61/UE et régie le partage des appuis communs, dans des conditions d'accès techniques, juridiques et financières qui doivent être pleinement respectées par les opérateurs d'infrastructure et leurs prestataires :

- Etudes et travaux conformément au prescrit technique ;
- Déclaration auprès des distributeurs et des AODE ;
- Respect des règles de sécurité ;
- Respect de la primauté du service public de distribution électrique ;
- Acquiescement des droits d'usage et redevance d'utilisation.

La FNCCR voudrait ici rappeler que le tarif d'accès de quelque 80 EUR / appui pour 20 ans est conforme aux règles européennes : compensation des surcoûts d'exploitation pour le distributeur et rémunération de l'avantage procuré.

Cependant, depuis de nombreux mois et ce malgré les simplifications apportées depuis mars 2018, les opérateurs d'infrastructure ont fréquemment recours à la pose de poteaux en doublon pour éviter l'usage d'un appui aérien électrique, pour des motifs budgétaires et calendaires. Se constituant ainsi leurs propres infrastructures d'accueil des réseaux FTTH, à base de poteaux en métal, en bois ou en matériau composite, infrastructures nouvelles et exploitables pour les 30 ou 40 années à venir.

Sans méconnaissance de la règle de neutralité économique de la gestion concédée de distribution électrique et du principe de primauté du service de la distribution rappelé dans la convention, la FNCCR reconnaît qu'il existe **une question relative au financement des remplacements des appuis communs** par les opérateurs d'infrastructure, d'autant qu'au cas particulier des RIP, ceux-ci doivent bâtir des schémas d'ingénierie usant prioritairement et au maximum des infrastructures mobilisables, en application de la directive n° 2014/61/UE, transposée notamment dans les articles L. 34-8-2-1 et suivants du CPCE.

RACCORDEMENT

Pré-fibrage

Les adhérents de la FNCCR, RIP ou AODE, sont confrontés à un avantage concurrentiel certain d'ORANGE SA, en faveur de sa branche de détail, lors de la création de lotissements publics et de leur pré-fibrage.

Le lotisseur, maître d'ouvrage, fait constituer par un prestataire le réseau intérieur du lotissement ou colonne de communication optique. Ce prestataire peut être ORANGE via son offre ZLIN applicable dès lors qu'il est OI ou que l'aménagement a lieu en ZTD.

ORANGE SA propose à la collectivité, à qui reviendra la propriété du lotissement *in fine* une convention de raccordement, gestion, entretien et remplacement des lignes de CE THD en fibre optique du lotissement. En contrepartie d'une redevance à titre gracieux, ORANGE entretient les ICE, propriété de la personne publique.

En sus du risque de requalification en marché public, ORANGE SA jouit d'un avantage concurrentiel certain. Sans gestion attentive de la part de collectivité, comment contrôler l'ouverture effective des infrastructures à un autre opérateur tiers, et à quel tarif de location ?

Raccordement complexe

Par ailleurs, il est un point particulier sur lequel la FNCCR voudrait appeler de nouveau l'attention de l'Autorité : le sort du génie civil à créer en domaine public pour le raccordement d'un local qui est à la charge du pétitionnaire conformément à l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme.

S'il peut avoir à financer la réalisation de ces infrastructures lorsqu'elles sont réservées à sa desserte et constituent à ce titre des équipements propres au sens de l'article précité, l'utilisateur ne doit toutefois pas avoir à supporter les charges liées à l'exploitation d'équipements situés sur des voies et emprises publiques et en particulier celles qui découlent de la réglementation anti-endommagement de réseaux. De telles responsabilités doivent incomber à l'opérateur de communications électroniques. La FNCCR propose des amendements législatifs en ce sens.

FERMETURE DU CUIVRE

Un programme « résilience », incluant la planification et le financement de grands travaux d'enfouissement et de sécurisation des réseaux FTTH est suggéré par les acteurs du secteur. La FNCCR soutient cette démarche dont la finalité est la construction de génie civil souterrain apportant robustesse et pérennité aux réseaux BLOM devenus essentiels.

En parallèle, une annonce en avril dernier donnait à penser que l'opérateur historique pourrait céder, à l'occasion de la fermeture puis de la dépose du cuivre, ses infrastructures d'accueil, aériennes et souterraines, qui ne lui seraient plus d'utilité.

La FNCCR y voit l'opportunité de l'installation d'un opérateur gestionnaire unique pouvant utilement gérer ces infrastructures essentielles, notamment pour le compte des collectivités territoriales qui, rappelons-le, détiennent une part très notable de cet ensemble, dont elles ne sont pas toutes en mesure d'assurer une gestion conforme.
